

De l'ethnicité à la nation. Un chemin oublié vers la modernité

Miroslav Hroch

Volume 19, Number 3, 1995

Pouvoirs de l'ethnicité

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/015370ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/015370ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département d'anthropologie de l'Université Laval

ISSN

0702-8997 (print)

1703-7921 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Hroch, M. (1995). De l'ethnicité à la nation. Un chemin oublié vers la modernité. *Anthropologie et Sociétés*, 19(3), 71–86. <https://doi.org/10.7202/015370ar>

Article abstract

From Ethnicity to Nation

A Forgotten Road to Modernity

The basic aim of this article is to inquire into the conditions which brought about the transformation of ethnic groups into modern nations. The author proceeds from the assumption that it is impossible to analyze this process without taking into account the economic and social transformation of late feudal society, usually referred to as the process of modernization. Accompanying the crisis of the old society was a break-down of former lies, values and identities. In their place, two new identities were offered : one regional and one ethno-national. The author concludes that although these two identities were not mutually exclusive, national identities won recognition (as the condition for nation-formation) in those instances where the following prerequisites held : 1) that already since the Middle Ages ties and relations within the ethnic group had been formed in combination with ties within the administrative whole (i.e. the state), and 2) that with respect to both the economic and social transformation and to the change in mentality, the concept of national identity responded better than did regional identity upon the arrival of modern society. In this explanation, the author focuses on the evolution of a non-dominant ethnic group into a nation, and characterizes this development as a national movement, the success of which, however, was not assured in advance.

DE L'ETHNICITÉ À LA NATION

Un chemin oublié vers la modernité

Miroslav Hroch



La revendication généralisée de l'autonomie étatique à laquelle nous assistons depuis quelques années dans les pays « postcommunistes » est trop souvent désignée, avec quelque arrogance méprisante, de « nationalisme » et considérée par conséquent comme dépassée, irrationnelle et orientée vers le XIX^e siècle. Une telle accusation peut à l'occasion avoir un fondement ; elle ne contribue cependant guère à l'explication du phénomène. Et c'est de cela dont il s'agira ici : interpréter et comprendre plutôt que moraliser et accuser. De plus, le premier pas d'une explication rationnelle doit tenir compte de la dimension historique du processus de toute construction nationale.

L'État-nation : une construction historique récente

Commençons par décrire « généalogiquement » la carte politique de l'Europe contemporaine. La plupart des États européens, à l'Est comme à l'Ouest, sont des États-nations, c'est-à-dire des États où n'existe qu'une nation, incluant souvent (mais pas toujours) une minorité dont les membres appartiennent à une autre nation qui détient souvent son propre État limitrophe. Des « empires multinationaux » où coexistent plusieurs nations ne se maintiennent qu'exceptionnellement : la Grande-Bretagne, l'Espagne, la Russie.

Les États-nations qui ont connu une continuité de leur autonomie étatique ethnonationale depuis au moins le XVI^e siècle sont en nombre limité. Ce sont premièrement les Français, les Portugais et les Néerlandais mais aussi les anciennes nations qui dominaient les empires multiethniques : les Anglais, les Danois et les Suédois. Les autres nations n'ont pas construit leur État en se fondant d'abord sur une tradition médiévale, mais tirent leur existence d'une communauté ethnique plus ou moins clairement circonscrite.

Si nous regardons la carte de l'Europe, il y a deux siècles, nous constatons qu'à côté de quelques rares États-nations existent plus d'une vingtaine de groupes ethniques vivant sur les territoires des Empires multiethniques. Ces groupes ne jouissaient pas d'une autonomie étatique, d'une maîtrise de leur propre langue écrite (et guère de tradition continue d'une littérature nationale), ni de classes au pouvoir appartenant à leur ethnie. Ils peuvent donc avec raison être décrits comme « groupes ethniques non dominants » (*non-dominant ethnic groups*¹).

1. En anglais dans le texte (N.D.T.). Selon le terme utilisé par Alderman *et al.* (1993).

Toutefois, à l'intérieur de cette catégorie « groupes ethniques non dominants », on note des différences considérables. Certains pouvaient se référer à un État médiéval (les Tchèques, les Croates, les Catalans, les Norvégiens), d'autres possédaient leur « propre » aristocratie (les Polonais et les Magyars). La majorité cependant constituaient des groupes sans tradition étatique, tels les Estoniens, Finlandais, Lettons, Slovènes, Slovaques, Bretons, etc., ou au plus leur autonomie étatique passée ne jouait désormais qu'un rôle mythique (Lituanais, Ukrainiens, Serbes, Grecs, Gallois, Islandais, etc.). L'étude de la transformation de tous ces groupes ethniques non dominants en nations modernes est parmi les tâches de recherche les plus importantes de notre époque. Cette courte contribution ne peut en analyser que quelques aspects. Elle vise à compléter de manière critique les riches travaux de chercheurs comme Hobsbawm (1990), Smith (1986), Lemberg (1964) ou Kohn (1967). Il est d'ailleurs regrettable que la recherche actuelle se concentre sur le XX^e siècle, les conséquences dramatiques du nationalisme semblent plus attrayantes que ses modestes débuts.

Préalablement quelques remarques sur la sémantique s'imposent. Dans la littérature scientifique anglo-saxonne notamment, plusieurs malentendus proviennent du fait que le terme central de nos recherches, « la nation », condense des connotations différentes selon les traditions linguistiques². En anglais, la notion est clairement liée à celle d'État, comme c'est d'ailleurs le cas, bien que dans une moindre mesure, en français. En langue allemande, comme dans les langues slaves, la « nation » s'articule plutôt en fonction de caractéristiques ethniques et linguistiques. Ceci a des conséquences non négligeables sur la formulation de notre problème. Posé en anglais, le chemin du groupe ethnique vers la nation traduit une relation entre deux catégories qui sont en principe distinctes et qui ne deviennent compatibles qu'après transformation du fait ethnique. Exprimé en allemand, il s'agit, au contraire, de deux phénomènes « généalogiquement » liés, de deux stades du développement d'une même entité.

Selon l'usage allemand et slave, la formation d'une nation moderne est entendue comme un passage du fait ethnique à la nation, c'est-à-dire un mégagroupe qui possède sa propre culture et langue. Ce processus de formation est conçu comme naturel et organique, en raison de la frontière fluide entre le groupe ethnique et la nation. Dans un sens figuré, s'abrite derrière cette sémantique la représentation que les nations sont, à l'instar des cultures, équivalentes et égales en droit.

D'un autre côté, la construction de la nation, telle qu'exprimée en anglais, est liée à la représentation d'un particularisme politique. Elle évoque l'idée d'autonomie étatique et donc de la sécession politique d'une entité d'un ensemble plus vaste. Les caractéristiques du groupe ethnique et les traits politiques de la nation appartiennent à des catégories distinctes et sont incompatibles, comme nous l'avons noté antérieurement. Pour la même raison, l'équivalence des cultures et l'égalité en droit des nations sont deux problèmes tout à fait différents.

Une autre complication que nous ne pouvons écarter réside dans notre appréhension du passé ethnonational non selon ses propres termes mais plutôt grâce à des

2. Voir l'analyse terminologique toujours valable de Kemiläinen (1964).

concepts nouveaux créés par des chercheurs contemporains. Concrètement, nous devons être conscients que nous n'utilisons pas la notion de « nation » dans le sens que lui prêtèrent les participants des mouvements nationaux, mais bien dans le nôtre. Ceci n'est toutefois pas une invitation à réouvrir la discussion sur le concept de nation³.

Une autre notion exige quelques clarifications. On utilise souvent le terme « minorité » (*minority*⁴). Il s'agit en fait d'un terme polysémique désignant au moins quatre groupes différents :

- (1) une minorité ethnique d'immigrants qui appartiennent à une autre nation et qui se sont fixés sur le territoire d'un État-nation étranger, sans former une population compacte ;
- (2) une population autochtone vivant de manière dispersée sur un territoire national étranger, soit
 - (a) comme classe dominante (les barons allemands dans les pays baltes) ;
 - (b) comme groupe marginalisé et inégal en droit (les Tsiganes ou les Juifs) ;
- (3) un groupe vivant sur un territoire déterminé, à l'intérieur des limites d'un État-nation culturellement étranger et faisant partie d'une « nation » autonome possédant son propre État (la « nation mère »). Dans ce cas aussi, on distingue deux variantes :
 - (a) une minorité de frontière (*border minorities*⁵) établie à la frontière de l'État de leur « nation mère » (les Allemands de la Prusse occidentale polonaise, les Magyars en Slovaquie) ;
 - (b) les « îles ethniques » (les Magyars en Transsylvanie, les Allemands en Slovaquie, les Serbes en Croatie) ;
- (4) un groupe ethnique vivant sur un territoire situé dans les limites d'un empire multinational et qui se transforme en « nation » sans avoir de « nation mère » (les Estoniens et les Lettons en Russie, les Slovènes en Autriche, les Bulgares dans l'Empire ottoman). Dans ce cas, le concept de « minorité » peut induire en erreur et l'on devrait éviter de l'utiliser, du moins dans l'histoire récente. Le concept de « groupe ethnique non dominant » sied mieux.

Nation étatique et État-nation

En étudiant la transformation d'un groupe ethnique en nation, nous devons distinguer ces deux catégories, pour tenir compte du moins de ces difficultés terminologiques. En quoi la nation se distingue-t-elle du groupe ethnique ? Il est peu satisfaisant de se suffire du dicton maintes fois répété selon lequel la nation se distingue d'un groupe ethnique par la conscience nationale qu'en ont ses membres. Nous allons d'ailleurs déconstruire cette proposition de manière critique. Elle est inacceptable pour au moins trois raisons :

3. Voir par exemple Neumann (1988), Meinecke (1907), Bauer (1907). Hayes (1931), Hertz (1945).

4. En anglais dans le texte (N.D.T.).

5. En anglais dans le texte (N.D.T.).

- (1) elle souligne les sentiments subjectifs, sans tenir compte des relations et liens objectifs (c'est-à-dire de ce qui est indépendant de la perception et des désirs des individus);
- (2) elle passe sous silence la dimension « généalogique » : même si nous acceptons qu'une nation se distingue d'un groupe ethnique par sa conscience nationale, nous ne pouvons ignorer que cette conscience n'est pas immanente, qu'elle a pris du temps pour se répandre et être acceptée;
- (3) elle suggère l'idée erronée que les membres d'un groupe ethnique n'avaient pas originellement une identité, une conscience collective, avant de former une nation.

Bien sûr, il semble que l'être du groupe ethnique fut caractérisé surtout par des relations objectives, telles que les mœurs, une religion, un dialecte, un territoire, etc. Chacun de ses membres avait plusieurs identités, sans que l'une ne soit prédominante. La conscience de former un groupe ne fut pas toujours présente. Nous y reviendrons.

Dans une perspective « idéale-typique », la nation se distingue du groupe ethnique non seulement par la conscience nationale qu'en ont ses membres, mais aussi par au moins cinq caractéristiques :

- (1) une structure sociale hiérarchique, comprenant des élites éduquées qui participent au pouvoir politique;
- (2) une administration interne institutionnalisée et une autonomie de gestion du territoire national;
- (3) la qualité de sujet dans les relations internationales;
- (4) une culture homogénéisée acceptée par tous qui s'appuie sur une langue unifiée sinon codifiée;
- (5) une mémoire collective liée à l'identification d'un passé commun de la nation « personnifiée ».

Ce n'est pas un hasard si le problème fondamental de ces distinctions typiques renvoie à celle entre sociétés traditionnelle et moderne. Dans ce sens également, comme nous allons le voir, la transformation du groupe ethnique en nation s'inscrit dans la transition de la prémodernité vers la société moderne.

Sans doute, les groupes ethniques existaient durant la période féodale alors que la frontière politique était plus importante que la différence ethnique. Les modifications de la frontière politique comme la distribution des fiefs féodaux ne tenaient que rarement compte des distinctions ethniques. En dépit de cela, des régions ethniques se formèrent dans nombre d'États, déterminées par l'appartenance ethnique de la noblesse. Bien des groupes ethniques furent partiellement ou complètement assimilés comme conséquence de la constitution de telles régions ethniques « centrales ». La stabilisation de la frontière politique ne fut pas le seul facteur d'assimilation : il y eut aussi les migrations, telles que les colonisations allemande à l'est de l'Europe et suédoise de la côte finlandaise.

Au début de la période moderne, la frontière politique s'est solidifiée, tandis que l'État absolutiste exerçait un effet unificateur, notamment en termes linguisti-

ques. La majorité des États européens de l'époque étant multiethniques, le croisement des frontières politiques et ethniques fut cependant particulièrement compliqué. Existaient les frontières politiques de l'État, les frontières historiques de l'entité médiévale désormais autonome (c'est-à-dire les frontières des régions historiques), les frontières ethniques face à l'État-nation dominant, les frontières ethniques face à un autre groupe ethnique non dominant.

La formation des États au Moyen Âge a été le fait, dans un premier temps, des membres de la classe dominante et de la mince couche des instruits. Sans égard aux termes utilisés — *natio*, *gens*, *lingua* — les documents conservés nous fournissent une abondante information traduisant une forte conscience « nationale »⁶. Certaines expressions nous rappellent les stéréotypes et slogans nationalistes modernes. Il serait toutefois déplacé d'utiliser le terme « nationalisme » dans le contexte du Moyen Âge.

Outre des identités nationales liées à une appartenance politique, nous connaissons dès le début du Moyen Âge des exemples d'identités définies sur une base linguistique ; elles se manifestèrent notamment en situations de conflit. Des exemples d'amour de la langue maternelle remontent au IX^e siècle (Ottofrid von Weissenburg, Gottschalk von Fulda et d'autres ; voir Rexroth 1978). Par ailleurs, la langue servit d'argument dans la quête d'une autonomie étatique, par exemple au Pays de Galles, au XIII^e siècle, ou en Bohême, au XV^e siècle⁷. Or, ceci ne devrait pas servir la thèse « primordialiste ». De la même manière que nous distinguons entre le groupe ethnique et la nation moderne, il faut opposer la nation étatique (*Staatsnation*) de la société féodale et l'État-nation (*Nationalstaat*) moderne. Si la nation moderne et l'État-nation sont congruents, la même affirmation ne peut être faite pour la « nation » monarchique du Moyen Âge. Certains groupes ethniques dont la noblesse devint « fondatrice de l'État » se transformèrent en nations médiévales et survécurent pour devenir des nations modernes. Il s'agit cependant d'un développement qui ne nous concerne guère dans cette contribution comme nous l'avons noté initialement.

Nous nous intéressons plutôt aux groupes ethniques non dominants. Ils eurent au Moyen Âge des destins très variés. C'est pourquoi l'intensité et la qualité de la conscience collective de leurs membres furent tout aussi variables. À ce propos, Anthony Smith (1991 : 20 *sq.*) distingue deux types : la « catégorie ethnique », dont les membres n'avaient aucun sentiment d'appartenance, et la « communauté ethnique », dont les membres développaient la conscience d'être un groupe historique.

Une telle distinction ne devrait pas être considérée absolue. Ces deux types constituent plutôt deux étapes consécutives dans le développement d'un groupe ethnique non dominant. La recherche arrivera peut-être, dans un proche avenir, à décrire de manière comparée le développement de la « catégorie » ou de la « communauté » chez des groupes ethniques concrets. La même typologie s'applique aussi à l'intérieur de chaque groupe ethnique, car ses membres étaient conscients de leur appartenance de manière variable. Disons finalement que le processus de reformation nationale, dans les conditions du groupe ethnique non dominant, ne

6. Voir les exemples chez Armstrong (1982), Werner (1970), Tripton (1972), Szücs (1981), Dann (1986).

7. Voir Richter (1976), Smahel (1969a et 1969b).

pouvait aboutir que lorsqu'au moins une partie du groupe percevait son identité ethnique, sa spécificité et sa différence. Or, même dans ce cas, parler d'une conscience nationale serait une simplification : la conscience ethnique ne fut à l'origine que l'une des formes de l'identité (Ross 1979).

Le rapport au passé — *pastness* dans les termes de Wallerstein (Balibar et Wallerstein 1991) — était une autre condition du processus de formation nationale. Cet auteur considère le rapport au passé comme un élément central de la socialisation des individus et du maintien d'une solidarité de groupe. Il ne s'agit point d'une conscience historique au sens moderne, mais plutôt d'un mythe collectif d'une origine commune, d'un destin partagé, de normes éthiques communes fondées sur l'habitus.

Avant de nous pencher sur l'analyse de la transition du groupe ethnique vers la nation, distinguons deux étapes fondamentales dans le processus de construction des nations modernes. La première comprend le Moyen Âge et le début de la modernité, la seconde, décisive, commence durant la deuxième moitié du XVIII^e siècle. Peu de cas se prêtent, dans la première étape, à l'examen des contours de la nation moderne, mais on peut néanmoins parler d'un processus de construction nationale au Moyen Âge, même quand le statut du groupe ethnique non dominant ne fut pas surmonté. En effet, les liens primordiaux (*primordial ties*⁸) furent renforcés tout autant que les relations de langue et de religion. Le réseau des liens primordiaux se solidifia au fil des siècles au point de dessiner des frontières claires entre les groupes ethniques, des frontières pas seulement tribales⁹.

Du groupe ethnique à la communauté nationale

De la même manière que les États du Moyen Âge n'accédèrent pas par la voie rectiligne à la nation moderne, on observe chez les groupes ethniques des développements alternatifs, des involutions, des assimilations, etc. De nombreux États médiévaux connus ont disparu comme de nombreux groupes ethniques. C'est dire qu'il n'y eut pas de développement téléologiquement orienté d'un groupe ethnique particulier à la nation moderne. Or, lorsqu'un groupe ethnique se maintint jusqu'au seuil du XIX^e siècle, il devint tôt ou tard l'objet de la quête patriotique et forma dans ses rangs un groupe porteur du mouvement national. Tant la période que la force initiale de ce groupe dépendirent de la transition de la « catégorie » vers la « communauté », autrement dit, de la présence plus ou moins forte de l'idée de l'appartenance parmi ses membres. Il va de soi que cette idée trouva un terrain plus fertile là où le groupe ethnique pouvait renouer avec les vestiges d'une ancienne tradition étatique, mais également là où la pression extérieure créait une démarcation claire face à une « nation » dominante.

Il est empiriquement démontré qu'à l'intérieur de tout groupe ethnique non dominant quelques membres éduqués concluaient tôt ou tard que leur groupe était une « nation » opprimée, négligée, « dormante », et qu'il était de leur devoir patrio-

8. En anglais dans le texte.

9. Balibar parle dans ce contexte d'une longue préhistoire de chaque nation, une préhistoire réelle qu'il ne faut pas confondre avec le mythe national (Balibar et Wallerstein 1991 : 88 sq.).

tique de la revivifier. Dans la pratique, cela signifiait que ces intellectuels instauraient une agitation nationale qui visait à convaincre chaque membre du groupe d'être fier de son identité nationale. Le point de départ de cette agitation variait chronologiquement : dans certains cas, notamment chez les Norvégiens, les Tchèques, les Magyars et les Grecs, l'agitation nationale débuta vers 1800 ; dans d'autres cas, elle ne commença que vers le milieu du XIX^e siècle (Finlandais, Estoniens, Slovènes, etc.) sinon plus tard (Lituanais, Biélorusses, Catalans, Basques)¹⁰.

Dans la plupart des cas, quoique pas toujours, l'agitation était couronnée de succès et réussissait à mobiliser les masses. Le processus de formation nationale devint alors irréversible. Le mouvement national a pu certes être freiné, interdit, ses porteurs persécutés, mais nous ne connaissons aucun exemple d'un renversement total du processus. Il faut donc considérer comme décisifs deux points tournants sur le chemin du groupe ethnique vers la « nation » : le début de l'agitation nationale, d'une part, et celui du mouvement national de masse résultant d'une telle agitation réussie, de l'autre. L'interprétation et l'explication de ces deux événements fournissent la clé pour comprendre l'ensemble du processus de construction de la nation, notamment en Europe centrale au XIX^e siècle ainsi qu'en Europe de l'Est et du Sud.

Le dénominateur commun à ces événements est un changement d'identité. Comment cela arriva-t-il ? Dans le premier cas, au début de l'agitation nationale, il faut savoir ce qui a incité quelques intellectuels à rechercher une nouvelle identité. En examinant les faits empiriques, nous constatons que le déclenchement d'une agitation nationale coïncida toujours avec une crise ou un bouleversement social, politique ou éthique. Pour de nombreux mouvements nationaux, ce furent la Révolution française et les guerres napoléoniennes, pour d'autres, la révolution de 1848, la grande crise russe de la fin des années 1850, etc. Avec l'aide de la théorie sociopsychologique nous constatons que, selon plusieurs auteurs, tout changement fondamental des conditions sociales rend les identités existantes précaires¹¹. Autrement dit, la quête d'une nouvelle identité nationale s'enracine dans la crise des anciens systèmes de valeurs, de l'ancien ordre social et des anciennes légitimités politiques et religieuses. C'est à travers des changements, comme ceux de l'affranchissement des paysans, de la sécularisation de la pensée par les Lumières, des réformes sociales et administratives, de la marchandisation croissante que les anciens liens, loyautés et certitudes furent ébranlés. Cette incertitude fut perçue d'abord par ceux qui, grâce à leur éducation ou leur profession, étaient plus proches du noyau du changement, plutôt que par les masses.

Toute modification de l'identité semble, du moins théoriquement, une décision individuelle. Dans la pratique toutefois, le choix d'une identité était « prédéterminé » sinon discipliné socialement par de nombreuses circonstances extérieures. Le concept de la nation ethniquement définie qui se réveille était simple, circonscrit, compréhensible de tous, car il correspondait à l'expérience quotidienne de chacun, qui pouvait communiquer au-delà des frontières de son village.

Quelles alternatives s'offraient à cette identité nationalement définie ? Ce fut surtout l'identité étatique, sous les deux variantes qui correspondaient aux stades

10. Sur la périodisation du mouvement national, voir Hroch (1985).

11. En résumé dans un livre récent de Bloom (1993).

du développement social. L'identité dynastique de l'État, legs de la dernière période de l'absolutisme, eut un succès variable et ne put survivre aux transformations bourgeoises même là où elle s'imposa. Dans le contexte de l'empire multiethnique, cependant, elle ne s'éclipsa pas face à l'identité nationale montante. En effet, l'agitation nationale pouvait souvent obtenir quelque succès durant la dernière période de l'absolutisme, à condition de savoir intégrer l'identité dynastique.

Après le succès des révolutions bourgeoises, l'agitation nationale était dans ces cas si avancée que la variante citoyenne de l'État multiethnique fut moins effective et fut « adoptée » comme un complément de l'identité nationale. Cette dernière était alors en même temps citoyenne, alors que le territoire ethnonational remplaçait celui de l'État multiethnique. Ainsi fut le chemin vers l'identité nationale emprunté par les Norvégiens, les Magyars, les Catalans, les Irlandais et, avec un certain décalage, les Tchèques.

La situation fut différente là où l'agitation nationale débuta dans un contexte de constitutionnalisme et de droits civiques. Le concept d'identité du citoyen nanti d'un État, indépendamment de son appartenance ethnique, concourut avec succès au concept ethnonational en Belgique (l'identité flamande), en Grande-Bretagne (les identités écossaise et galloise) et plus tard aussi dans l'Empire allemand (les identités polonaise, danoise, sorbe). Dans le cas allemand, les identités citoyenne et dynastico-étatique se superposaient d'ailleurs clairement.

Du régionalisme au nationalisme

À part l'identité étatique, une autre identité joua un rôle considérable dans le processus de construction nationale, dont nous n'avons pas encore traité. Il s'agit de l'identité régionale dont le rôle sera analysé de manière plus détaillée. Une remarque préalable s'impose quant à la distinction des identités régionale et locale. Contrairement à l'identité locale qui est certes parmi les plus anciennes, l'identité régionale englobe un espace plus grand, d'une part, et ne fait pas référence à la position de chacun (« mon » village, « ma » ville), mais plutôt à l'existence d'une région. Les caractéristiques objectives de la région sont le plus souvent administratives, mais également historiques, géographiques ou économiques.

L'importance accrue de l'identité régionale dans toute l'Europe du XVIII^e siècle est sans doute articulée au patriotisme des Lumières. Ce patriotisme était d'abord orienté régionalement : l'identification avec le pays. Peu importait si le patriote était né dans la région ou s'il appartenait à la même ethnie que les habitants de la région. L'identité régionale signifiait pour le patriote des Lumières la responsabilité de servir « son » pays et de lui être utile. C'était une identité très intellectuelle qui devait encore rester étrangère à l'homme simple. Pour cette raison, elle ne pouvait guère devenir une alternative efficace à l'identité ethnique. Ceci n'exclut pas que d'aucuns parmi les premiers protagonistes de l'agitation nationale eurent comme point de départ l'identité régionale plutôt que l'appartenance au groupe ethnique non dominant. Si un groupe ethnique isolé vivait sur le territoire de la région, il était intégré naturellement dans l'identité régionale. Les deux identités ne s'excluaient donc nullement.

Ce fut surtout durant la première phase, intellectuelle, du mouvement national que l'activité des patriotes était animée par une identité régionale : on voulait être utile à « son » pays et à ses habitants, éventuellement aussi en étudiant la langue, la culture et le passé du groupe ethnique non dominant. Dans la phase subséquente de l'agitation nationale, le rapport entre les identités régionale et nationale fut à la fois compétitif et cumulatif.

En simplifiant, nous pouvons dire que l'identité nationale émergente se nourrissait de deux sources : la conscience d'une appartenance ethnique et d'une appartenance régionale. Dans chaque mouvement national, toutefois, le rapport réciproque et le poids de ces deux composantes — et donc aussi leur influence sur l'identité nationale — étaient distincts. Même si en fin de compte l'identité nationale s'imposait comme dominante, elle était accompagnée, complétée et parfois affaiblie par des identités régionales différentes et d'intensité variable. Quelques exemples de l'interaction entre l'ethnique et le régional illustreront ces recouvrements.

En Lituanie, une conscience régionale renouvelée régnait au début du XIX^e siècle. C'est par l'expression *gente Lithuanus, natione Polonus* que la noblesse polonophone lituanienne désignait son identité. Le groupe ethnique lituanien demeura fermé sur lui-même, sans trace d'une conscience nationale jusqu'aux années 1860-1870. C'est seulement à ce moment que l'identité régionale d'une partie des intellectuels lituanophones trouva une connexion avec la conscience ethnique du groupe et instaura une agitation nationale dont l'aboutissement sera, un demi-siècle plus tard, la diffusion générale de l'identité nationale chez la population lituanophone.

La situation était différente chez les Lettons et les Estoniens avoisinants. L'identité régionale y était affaire exclusive des barons et des littéraires germanophones, tandis que parmi les ethnies lettonne et estonienne des identités locales prédominaient. Le mouvement national estonien et letton s'affirma indépendamment de l'identité régionale et les distinctions régionales n'eurent guère d'effet désintégrateur. La séparation de l'ethnie slovène en plusieurs pays, avec une identité régionale de la noblesse et de la bourgeoisie allemandes, fut même plus prononcée. Dans ce cas, la transition de la conscience ethnique à l'identité nationale fut plutôt stimulée de l'extérieur : conséquence de l'« illyrisme » selon lequel les Slovènes étaient perçus comme une partie de la nation slave du sud. Les identités régionales rejoignaient partiellement l'ethnie slovène et jouèrent parfois un rôle désintégrateur.

En Bohême et en Moravie, le patriotisme de la noblesse se renforça durant la seconde moitié du XVIII^e siècle, en réaction au centralisme habsbourgeois. La particularité ethnique de la majorité de la population servait alors de contre-argument. La forte identité régionale influença la première génération des patriotes tchèques. Lorsqu'après 1800 l'agitation tchèque débuta, on tenta de transformer l'identité régionale en activité nationale, avec plus ou moins de succès. Plus tard, l'identité régionale servira d'argument pour appuyer les demandes de pouvoir de la nation tchèque en Bohême. Le développement de l'identité régionale en Moravie se fit d'abord de manière indépendante ; pendant longtemps, elle fut assez forte pour freiner un rayonnement de l'agitation nationale tchèque de la Bohême vers la Moravie. Ce ne sera que pendant le dernier tiers du XIX^e siècle que l'identité

nationale tchèque prendra le dessus en Moravie, sans toutefois enrayer l'identité régionale moravienne.

En Catalogne, la conscience régionale était affaiblie par l'absolutisme espagnol, au point d'être réanimée durant la seconde moitié du XIX^e siècle seulement. La quête de l'identité nationale était accompagnée d'une référence à l'identité catalane, et l'identité régionale considérée comme substitut de l'identité nationale, même après les premiers succès de l'agitation. C'est ainsi que le mouvement catalan se reconnut pendant longtemps comme « régionaliste », tandis que le qualificatif national ou nationaliste n'apparaîtra qu'après 1900. Il semble bien que, dans ce cas, identités régionale et nationale se soient épanouies parallèlement.

Ces quelques exemples démontrent la variété des rapports entre l'ethnie et l'identité régionale. De manière générale, on pourrait dire que l'identité régionale a pris une certaine importance surtout dans les cas où il s'agissait d'anciennes entités politico-administratives. Dans ces contextes, le mouvement ethnico-national du groupe non dominant pouvait renouer avec l'ancienne autonomie politique, perdue depuis ou affaiblie. L'identité régionale avait un rôle intégrateur à la nation là où le territoire de la nation était ethniquement homogène, peuplé majoritairement par les membres d'un groupe ethnique non dominant. Il en fut ainsi en Catalogne, en Norvège, en Finlande, en Bohême et en Croatie. Par contre, lorsque le groupe ethnique non dominant vivait en même temps dans d'autres régions (peut-être en tant que minorité), l'identité nationale ne s'y imposa que difficilement, avec un certain retard ou même pas du tout. Tel fut le cas en Moravie ou en Dalmatie.

La formation de l'identité nationale relevait d'un autre type quand le groupe ethnique non dominant ne pouvait se référer à une région ou à un pays historiquement circonscrit, comme chez les Ukrainiens, Slovaques ou Russes blancs en Galicie. Aucune identité régionale intégratrice n'émergeait alors. La séparation du territoire ethnique en plusieurs régions eut un effet clairement désintégrateur chez les Slovènes (Carnioles, Steiermark, Carinthiens, Istriens, etc.) ou les Sorbes (Saxons et Prussiens de Lusace). Vu le territoire de ces groupes ethniques restreints, l'identité locale (la vallée, les alentours d'une ville) put se substituer à l'identité régionale.

Bien que les identités régionale et ethnico-nationale ne soient pas contradictoires, il ne faudrait pas les confondre. Leurs fonctions respectives pour le processus de construction nationale sont distinctes. Si les deux identités se référaient à un territoire compact, les représentations du territoire étaient différentes. Tandis que le territoire national tend à établir une frontière exacte entre « nous » et « eux », ce trait ne désigne pas les caractéristiques centrales de la région. Le territoire national est habité par les membres de la nation, alors que celui de la région peut être ethniquement mixte. Dans un contexte de mobilité sociale, les émigrants qui appartenaient à une nation gardaient leur identité nationale, tandis que le fait de quitter une région pouvait être accompagné d'un changement complet d'identité.

Sur le plan culturalo-linguistique, la différence est évidente. L'identité nationale se fonde sur l'existence d'une culture et d'une langue littéraire autonomes et distinctes. La culture régionale fait partie d'une ou de plusieurs cultures nationales et même si elle a ses particularités, celles-ci s'inscrivent dans un ensemble national

plus large. Les deux identités peuvent se compléter culturellement. Il y a d'ailleurs compatibilité sociopsychologique : l'identité nationale renvoie à la représentation de la nation « personnifiée », d'un corps, alors que l'identité régionale ne se rapporte toujours qu'à une partie de ce corps, sinon à des parties de plusieurs nations.

Le rapport au pouvoir central constitue une différence essentielle. La définition même de la région comporte l'appartenance à la périphérie, alors que le rapport de l'identité nationale au centre est différent dans les empires multinationaux : en cas de conflit, il ne s'agissait pas d'obéissance de la périphérie au centre, mais de volonté de s'établir comme centre, éventuellement de se séparer de l'ancien ensemble. Le pouvoir politique dans la région était toujours partiel, subordonné ; l'identité nationale ouvrait la porte à l'épanouissement des demandes de pouvoir à l'intérieur du territoire national. Les buts politiques liés à l'identité nationale pouvaient aller jusqu'à l'autodétermination, tandis que l'identité régionale visait dans le meilleur des cas l'autonomie.

En résumant : alors que l'identité nationale se présentait comme conséquence du mouvement national instauré par le groupe ethnique non dominant, l'identité régionale avait plutôt une fonction médiatrice entre l'ethnie et le mouvement national. Formulée dans une perspective « généalogique », l'identité nationale constituait un stade d'évolution plus avancé de la formation de l'identité moderne, comparé à l'identité régionale et au sentiment d'appartenance du groupe ethnique non dominant. Dans ce processus, l'identité régionale était une médiation utile sur le chemin du groupe ethnique vers la nation.

Jusqu'ici nous avons traité du groupe ethnique non dominant sans considérer ce qui fait la différence ethnique. La « base ethnique » (selon Smith 1991) de l'identité nationale était certes très complexe mais, sur un plan typologique, deux critères fondamentaux déterminaient tant la spécificité ethnique que les différences entre nations : la langue et la religion. Les deux critères ne s'excluaient pas mutuellement, mais l'un d'eux était dominant. Quand les deux coïncidaient, la route du groupe ethnique vers l'identité nationale (c'est-à-dire la phase de l'agitation nationale) était d'autant plus courte. Ainsi les Grecs et les Serbes face aux Ottomans ; les Irlandais face aux Anglais. Or, ces cas étaient rares.

Même si l'agencement dans le temps du programme politique pouvait avoir d'autres causes (notamment la structure sociale du groupe ethnique non dominant), on ne peut ignorer que, dans le cas des groupes ethniques fondés sur une distinction religieuse de la nation dominante, il agissait souvent dès la phase de l'agitation nationale. Était-ce dû au fait que le programme linguistique devait d'abord trouver sa stabilité par la construction d'une norme unifiée de la langue, tandis que la religion était déjà là, un critère « préfabriqué » et généralement accepté ?

La délimitation entre groupes ethniques et nations était d'ailleurs plus nette lorsque le critère de la religion les distinguait. La raison simple en est que des groupes entiers de populations pouvaient devenir bilingues mais non « bireligieux » et que l'assimilation linguistique — individuelle — était plus simple que la conversion religieuse. Contrairement à l'assimilation linguistique, les conversions religieuses étaient toujours contrôlées par l'administration.

Conclusions

En terminant, nous considérerons le rapport du processus de construction nationale à la modernisation. Rappelons d'abord l'ancien débat entourant les conséquences de la « division sociale du travail¹² » sur les transformations ethniques. Alors que la théorie fonctionnaliste (Hechter 1971 : 21 *sq.*) voit comme conséquence la destruction des solidarités ethniques, la théorie réactive (« *reactive theory*¹³ ») souligne son effet stimulant sur le renforcement des liens ethniques. En oubliant la théorie pour chercher des données empiriques, nous en trouvons qui confirment tant l'une que l'autre approche, bien que celles qui appuient la théorie réactive soient plus nombreuses. Quoi qu'il en soit, les deux théories ont en commun la position selon laquelle les membres de groupes ethniques se sentent menacés et insécurisés par les processus de la modernisation — une situation qui de toutes façons devait influencer le processus de construction nationale. Il s'agit donc de savoir si ce processus faisait partie de la modernisation.

La réponse devra qualifier ce rapport selon les phases du mouvement national. Dans la première phase, savante, le mouvement national naissant était clairement en accord avec la tendance générale d'une expansion des connaissances scientifiques et de l'instruction populaire. Afin d'éduquer et de former le peuple, il fallait d'abord mieux le connaître : l'étude de la langue et de la littérature populaires, des coutumes et du passé était donc loin d'être une fin en soi. Les nouvelles connaissances des patriotes ne concernaient toutefois pas seulement le fait ethnique mais également le social et l'économique. Il est symptomatique à ce titre que la personnalité du patriote des Lumières fasse partie des traditions positives tant des grandes nations établies que de celles des nouvelles et « petites ».

Le rapport à la modernisation était plus compliqué dans la phase de l'agitation nationale. Le succès des agitateurs parmi les membres du groupe ethnique non dominant n'était pas automatique, « préprogrammé », mais dépendait de plusieurs circonstances. Mis à part l'intensité croissante de la communication sociale et de la mobilité verticale et le succès de la première phase, c'étaient surtout les confrontations d'intérêts d'importance nationale qui prévalaient¹⁴. La relation au processus de modernisation est ici évidente, dans des conditions de ruptures sociales et de nouvelle division sociale du travail.

Nous avons constaté, dans les premières parties de cet article, qu'il y avait de toutes façons un lien causal entre le début de l'agitation nationale, la quête d'une nouvelle identité nationale, et la transformation de la société, la crise des valeurs et des anciennes certitudes. La réponse nationale au défi de la modernisation se voulait subjective et antimoderniste, ce qui est également vrai des premiers succès de l'agitation nationale. En voici quelques exemples : l'artisan tchèque craignait le grand commerce allemand naissant et la production industrielle des régions germanophones ; le prêtre lié à l'ancienne société sentait un malaise face à la sécularisation josephiniste ; le paysan lituanien, ukrainien ou slovène était mécontent de

12. En anglais dans le texte (N.D.T.).

13. En anglais dans le texte (N.D.T.).

14. Concernant ce conflit d'intérêts, voir Hroch (1993).

l'importance croissante de la ville germanophone ou polonophone ; le propriétaire d'un domaine catalan voyait d'un mauvais œil les progrès de l'industrialisation capitaliste de plus en plus centralisée. Les exemples pourraient être multipliés.

D'autres confrontations d'intérêts d'importance nationale progressiste émergeaient. Ainsi, le commerçant norvégien voulait se libérer du contrôle de l'État étranger (d'abord danois, ensuite suédois) ; le paysan ukrainien luttait pour l'abolition de ses charges féodales contre le propriétaire polonais.

Avec les succès de l'agitation nationale et notamment dans les conditions de mouvement de masse, les confrontations d'intérêts d'importance nationale se multiplièrent, alors que les antimodernistes devinrent plus rares au sein du mouvement. Une partie des artisans des guildes et des petits commerçants devinrent eux-mêmes entrepreneurs et grands commerçants, le paysan affranchi s'intégra aux relations du marché, devint un concurrent du grand propriétaire et participa aux mesures de modernisation, ce qui apporta une autre couleur au rapport ville-campagne. La lutte pour les positions dans l'administration, les écoles et la politique fut intégrée au combat pour la démocratisation de la société et l'égalité des citoyens. Ceci se passait cependant dans un contexte où la nation était plus ou moins formée et est au-delà de notre propos ici. Il est toutefois établi que la modernisation pouvait apporter plus d'avantages à chacun, dans les conditions d'une nation en émergence plutôt que dans celles d'un groupe ethnique non dominant. En ce sens également, la distinction entre identité nationale et régionale est significative.

Ce fut donc au détour de l'antimodernisme patriarcal que le mouvement national devint un facteur important de la modernisation et qu'il acquit sur ce chemin la réputation d'avoir protégé, du moins partiellement, le territoire de l'ancien groupe ethnique d'un destin provincial (dans le sens du colonialisme interne) ou rétrograde.

(Texte inédit en allemand traduit par Ruth Murbach)

Références

ALDERMAN G., J. Leslie et K.E. Pollmann

1993 *Governments, Ethnic Groups and Political Representation. Comparative Studies on Governments and Non-Dominant Ethnic Groups in Europe, 1850-1940.* Dartmouth : European Science Foundation.

ARMSTRONG J.A.

1982 *Nations before Nationalism.* Chapel Hill : University of North Carolina Press.

BALIBAR E. et I. Wallerstein

1991 *Race, Nation, Class : Ambiguous Identities.* Londres et New York : Verso.

BAUER O.

1907 *Nationalitätenfreie und Sozialdemokratie.* Vienne : Wiener Volksbuch, Marx-Studien 2.

BLOOM W.

1993 *Personal Identity, National Identity, and International Relations.* Cambridge : Cambridge University Press.

- DANN O.
1986 *Nationalism in Vorindustrieller Zeit*. Munich : R. Oldenbourg Verlag.
- HAYES C.J.
1931 *The Historical Evolution of Modern Nationalism*. New York : Smith.
- HECHTER M.
1971 « Towards a Theory of Ethnic Change », *Politics and Society*, 2, 1 : 5-27.
- HERTZ F.
1945 *Nationalism in History and Politics*. Londres : Kegan Paul, Trench, Trubner.
- HOBBSBAWM E.
1990 *Nations and Nationalism since 1780*. Cambridge : Cambridge University Press.
- HROCH M.
1985 *Social Preconditions of National Revival in Europe*. Cambridge : Cambridge University Press.
1993 « From National Movement to the Fully-Formed Nation », *New Left Review*, 198 : 3-20.
- KEMILÄINEN A.
1964 *Nationalism. Problems Concerning the Word, the Concept and Classification*. Jyväskylä : Studia Historica Jyväskyläensia III.
- KOHN H.
1967 *The Idea of Nationalism*. New York : Collier Books.
- LEMBERG E.
1964 *Nationalismus* (tomes I et II). Hamburg : Rohwolt Taschenbuch Verlag.
- MEINECKE F.
1907 *Weltbürgertum und Nationalstaat*. Berlin et Munich : R. Oldenbourg Verlag.
- NEUMANN F.J.
1988 *Volk und Nation*. Leipzig.
- REXROTH K.H.
1978 « Volkssprache und Werdendes Volksbewusstsein im Ostfränkischen Reich », in H. Beumann et W. Schroeder (dir.), *Nationes. Aspekte der Nationenbildung im Mittelalter*. Sigmaringen.
- RICHTER M.
1976 *Giraldus Cambrensis. The Growth of the Welsh Nation*. Aberyswyth.
- ROSS J.A.
1979 « Language and the Mobilization of Ethnic Identity », in H. Giles et B. Saint-Jacques (dir.), *Language and Ethnic Relations*. New York : Pergamon.
- SMAHEL F.
1969a « The Idea of the Nation in Hussite Bohemia », *Historica*, 16 : 93-199.
1969b « The Idea of the Nation in Hussite Bohemia », *Historica*, 17 : 143-249.
- SMITH A.D.
1986 *The Ethnic Origins of Nations*. Oxford : Blackwell.
1991 *National Identity*. Londres : Penguin Books.

SZÜCS J.

1981 *Nation und Geschichte*. Cologne, Vienne et Budapest : Corvina.

TRIPTON C.L. (dir.)

1972 *Nationalism in the Middle Ages*. New York : Holt, Rinehart and Winston.

TURCZYŃSKI E.

1976 *Konfession und Nation*. Düsseldorf : Schwann.

WERNER K.F.

1970 « Les nations et le sentiment national dans l'Europe médiévale », *Revue historique*, 496 : 285-305.

RÉSUMÉ/ABSTRACT

De l'ethnicité à la nation

Un chemin oublié vers la modernité

Dans cet article, l'auteur s'interroge sur la manière dont les groupes ethniques se sont transformés en nations dans la modernité. Il soutient qu'on ne peut étudier cette transition sans analyser la modernisation et la rupture des liens, des valeurs et des identités que celle-ci induisit dans le monde d'hier. En lieu et place se forgèrent des identités régionales et ethnonationales. L'auteur montre que sans qu'elles s'excluent mutuellement, l'identité nationale s'imposa pour deux raisons : 1) les relations ethnoculturelles se sont cristallisées historiquement autour de l'État ; 2) l'identité nationale s'est avérée plus congruente avec la modernité. L'auteur s'interroge sur l'évolution d'un groupe ethnique non dominant vers le mouvement national tout en soulignant qu'elle demeure incertaine.

From Ethnicity to Nation

A Forgotten Road to Modernity

The basic aim of this article is to inquire into the conditions which brought about the transformation of ethnic groups into modern nations. The author proceeds from the assumption that it is impossible to analyze this process without taking into account the economic and social transformation of late feudal society, usually referred to as the process of modernization. Accompanying the crisis of the old society was a break-down of former ties, values and identities. In their place, two new identities were offered : one regional and one ethnonational. The author concludes that although these two identities were not mutually exclusive, national identities won recognition (as the condition for nation-formation) in those instances where the following prerequisites held : 1) that already since the Middle Ages ties and relations within the ethnic group had been formed in combination with ties within the administrative whole (i.e. the state), and 2) that with respect to both the economic and social transformation and to the change in mentality, the concept of national identity responded better than did regional identity upon the arrival of modern society. In this explanation, the author focuses on the evolution of a non-dominant ethnic group into a nation, and characterizes this development as a national movement, the success of which, however, was not assured in advance.

Miroslav Hroch
Seminar Komparativních dějin
Ostav obecných dějin
Filosofická Fakulta UK
Nám J. Palacha 2
Praha 1
République tchèque